



Christian-Saint-Etienne, Osons l'Europe des nations, le défi du nouveau président de la République, Editions de l'observatoire, 2018, 212 p.

Titulaire de la chaire d'économie industrielle au Conservatoire national des arts et métiers, l'auteur revient sur l'un de ses thèmes favoris, le devenir de l'Union européenne présentée comme un défi pour le nouveau président de la République¹.

Il commence par des jugements très sévères sur l'Union européenne contemporaine qui, à son avis, s'expliquent, en grande partie, par les erreurs du traité de Maastricht. Grâce à lui, « sous les apparences d'un renforcement des souveraineté partagées, s'est effectivement mise en place une Europe des égoïsmes et de la prédation fondée sur l'affirmation du principe de concurrence fiscale entre les peuples. » De leurs côtés, avec les élargissements et surtout ceux de 2004, « les nouveaux Etats membres vont considérer l'Union européenne comme « un supermarché aux subventions »². Si l'Europe patine, c'est largement du aux choix faits, dès le traité de Maastricht. Cela explique aussi, pour lui, le fait que la zone euro ne fonctionne pas de manière satisfaisante.

Le traité de Lisbonne n'aurait pas vraiment changé la conception de départ alors même qu'il organise, pour les membres de cette zone euro comme pour les non membres, des transferts des leviers essentiels de la politique économique comme : la politique monétaire et la politique de change pour les membres de la zone ; l'encadrement budgétaire, la politique de la concurrence, la politique commerciale et plus pour les non membres. Or, s'il y a bien une gouvernance économique de la zone euro, il n'y a pas de gouvernement économique de cette zone. Pour l'auteur, cette zone euro n'est pas une zone monétaire optimale³ car il lui manque : un gouvernement économique, un budget fédéral, un encadrement de la concurrence fiscale et sociale. La Banque centrale européenne joue bien son rôle pour contrôler l'inflation et garantir le statut de la monnaie unique y compris face aux crises, mais n'a pas vocation à se substituer à un gouvernement économique de l'Union européenne.

A l'heure d'une nouvelle révolution industrielle qu'il qualifie d'« *iconomie entrepreneuriale* », « l'Europe apparaît comme un continent aveugle qui réglemente sans vision stratégique. »⁴ L'Europe est à la traîne dans cette révolution numérique et d'une certaine manière est exploitée

¹ C. Saint-Etienne, La puissance ou la mort, l'Europe face à l'empire américain, Seuil, 2003

² p.35

³ C. Saint-Etienne, La fin de l'Euro, Ed. François Bourin, 2011

⁴ p.111

au travers du traitement des données des Européens par les GAFAM qui en plus ne payent pas d'impôts aux pays dont ils profitent.

L'auteur propose des changements politiques majeurs pour que l'Europe se dote vraiment d'une stratégie de puissance. Il n'est pas visiblement pas convaincu, ni par le rapport de 2015 des cinq présidents des institutions européennes sur l'Union économique et monétaire, ni par les scénarios du Livre blanc de la Commission européenne sur l'avenir de l'Europe de 2017. Cela ne résout pas, à son avis, le conflit permanent entre deux visions de l'Europe : un projet de zone de libre-échange sans limites géographiques, intégrée à l'OTAN, sous contrôle stratégique américain ; un projet conduisant à une union d'Etats-nations fédérale ou confédérale, capable de mener une politique stratégique autonome, donc un projet politique.

La gestion de la zone euro semble être pour lui le test majeur pour aller vers des formes fédérales avec : un gouvernement de la zone euro ; un budget de la zone euro et donc un fédéralisme budgétaire ; un fédéralisme fiscal. Cela permettrait de se préparer à un saut fédéral avec une fédération économique européenne (Fée) qui regrouperait tous les Etats de la zone euro acceptant ce saut fédéral. Il pense à au moins neuf Etats : Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, France, Italie, Espagne, Portugal. Cette idée de fédération européenne fût souhaitée par l'ancien ministre allemand des affaires étrangères Joschka Fischer, lors d'un discours à l'Université Humboldt de Berlin en 2000. On retrouve aussi cette orientation avec la notion de « fédération d'Etats-nation » chère à Jacques Delors. Il en propose une organisation institutionnelle avec un nouveau traité, et pas une simple modification des traités actuels, avec un Conseil fédéral, un Sénat de la Fédération et une Assemblée législative fédérale.

Il revient à la France de prendre l'initiative majeure de sauver l'Europe grâce à ce projet politique fédérale tout en se sauvant elle-même. Pour l'auteur, le président Macron devrait avoir plus d'ambition politique européenne que des propositions d'améliorations du fonctionnement de l'Union européenne. Son évocation de la souveraineté européenne devrait aller jusqu'au bout de cette affirmation.

Le monde change très vite. Entre les Etats-Unis et la Chine, la fédération économique européenne doit être le moteur stratégique de la modernisation de l'Europe, y compris pour favoriser l'essor de géants européens de la révolution numérique.

Les propositions de Christian Saint-Etienne sont très stimulantes, mais on peut continuer à se demander comment déclencher réellement un processus politique fédéral. Il ne suffit pas forcément seulement de leaders européens déterminés.

Henri Oberdorff
Professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes
Président de l'UPEG
Le 9 novembre 2018